LES PRATIQUES DE NORMALISATION TOPONYMIQUES EN ALGERIE

Par Brahim ATOUJ

S/D à l'INCT, chef de projet « Toponymie Algérienne : Bilan et perspectives »
PNR / CRASC

INTRODUCTION

Cette contribution n'a d'autre ambition que de donner un aperçu sommaire sur les pratiques de la normalisation de la toponymie algérienne enregistrées à ce jour.

INTRODUCTION

This contribution has no ambition other than giving a brief survey on practices of the normalization of the Algerian toponymy noted to date.

TEXTES REGLEMENTAIRES⁽¹⁾

les premiers textes de l'Algérie indépendante⁽²⁾, concernant la toponymie apparaissent avec ceux portant réorganisation des communes à la fin de l'année 1963 ; ces textes comportent les noms officiels des communes en arabe avec leurs transcriptions en caractères latins.

Mais le premier décret portant changement de nom de certaines communes ne parut qu'en 1965 où 114 communes sur les 676 communes existantes, reçurent un nouveau nom.

Il faut attendre l'ordonnance portant code de la commune (n° 67 24 du 18/01/1967) pour qu'une procédure de changement de nom fut instituée.

Cette ordonnance fut modifiée et complétée par la loi relative à la commune du 07/04/1990 (N° 90 08 du 07/04/1990 relative à la commune), qui précise que la commune est la collectivité territoriale de base, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, qu'elle a un territoire et un Nom; le changement de nom d'une commune, les désignations sont décidées par décret pris sur rapport du ministre de l'intérieur, après avis du wali et sur proposition de l'assemblée populaire communale.

Pour le nom de la wilaya il est fixé par décret pris sur rapport du ministre de l'intérieur sur proposition de l'assemblée populaire de wilaya, et toute modification, intervient dans les mêmes formes.

Un autre texte relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics fut publié en 1977. Ce texte régleme et met en place la procédure à suivre dans le cas des dénominations de lieux.

Un autre texte parue en 1981 et portant établissement d'un lexique national des noms de villes, villages et

autres lieux. Les noms de villes et de villages ont été translittérés en caractères latins en suivant le système de romanisation dit de Beyrouth 1972 amendé, à l'exemple de : Constantine, Qacentina, Oran, Wahran, etc... ; mais cette initiative, assimilée à tort ou à raison à une action d'arabisation, est vite tombée dans l'oubli, et a été ouvertement contestée non seulement par le public intéressé, mais également par certains départements gouvernementaux qui ont estimé qu'elle était injustifiée et arbitraire. Ce texte fait obligation, aux assemblées populaires communales :

- d'étudier et d'arrêter de manière précise, la dénomination de tous les lieux possédant déjà un nom.
- de revoir certaines dénominations non conformes à nos traditions et de prévoir le cas échéant, une nouvelle dénomination adaptée aux spécificités locales.
- que l'usage de dénomination identique au niveau d'une même commune est interdit et que les noms doivent être « transcrits en caractères latins, sur la base de la phonétique arabe ».

Le décret portant application de l'article 49 de la loi N° : 91-16 du 14/09/1991 relative au Moudjahid et au Chahid n°= 93.96 du 05/04/1993, qui soumet toute nouvelle dénomination ou débaptisation de noms de chahid à l'autorisation préalable du Ministère des anciens Moudjahidines.

En remarque ici que ce décret ne concerne que les noms de martyrs.

Et enfin deux autres décret relatifs à la dénomination et à la débaptisation des lieux et édifices publics et un autre arrêté ministériel fixant les caractéristiques historiques de la plaque servant de support matériel à toutes dénominations, complètent cette série de textes.

(1) : Voir liste en annexe.

(2) : Pour la période coloniale, voir notamment l'article de M. Benramdane Farid paru dans le Bulletin des Sciences Géographiques N° 5 du mois d'avril 1999, page : 24-29, et l'article de Mr Atoui Brahim paru dans le même bulletin : « Toponymie et colonisation française en Algérie » page 34-42.

GRAPHIE DES TOPONYMES

La graphie des noms officiels est celle qui figure sur les textes officiels, malheureusement des divergences d'orthographe parfois importantes apparaissent entre les différents décrets promulgués, nous pouvons citer à titre d'exemple :

Différences d'écritures relevées sur les textes officiels

Décret fixant les sièges des Chefs lieux. (N° 84 - 09 du 04/02/1984)	Décret fixant la Composition, la Consistance et les limites des communes. (N° 84 - 365 du 01/12/1)
Ain Trik	Ain Tarik
Medroussa	Medghoussa
Badjarah	Bendjarah
Damiette	Damiat
El M'Said	El Messaid
Balbella	Bab Allah
Oued el Fodda	Wed el Fidda

Entre ces deux textes, nous avons enregistré plus 600 cas

Tableau N°1

L'opérateur chargé du complètement (Collecte des toponymes sur le terrain), lequel prend l'avis en principe, des autorités communales ; mais l'absence d'une politique nationale toponymique et le manque de directives claires en possession de l'opérateur font que les noms portés sur les cartes éditées par l'Institut National de Cartographie et de Télédétection, comportent souvent des erreurs, et ont eu pour conséquence la profusion de différentes écritures pour un même toponyme.

A titre d'exemple, rien que pour les génériques⁽¹⁾ nous avons relevé sur les cartes topographiques les différences suivantes :

Pour les noms de montagnes, oueds, sites touristiques et sites historiques ou autres, ils doivent s'effectuer dans le cadre des procédures établies par la réglementation en vigueur. Mais en réalité cette réglementation est restée très vague concernant cette catégorie de noms ; les noms de ces entités géographiques, n'ont pour la plupart fait l'objet d'aucune décision officielle.

Leurs graphies résultent uniquement de l'usage et les toponymes qui figurent sur les cartes éditées par l'Institut de Cartographie et de Télédétection (Organisme chargé de la production des cartes topographiques) résulte du libre choix fait par celui-ci.

Lors des levés topographiques, l'orthographe et la signification de ces toponymes sont déterminés par

Différence des écritures des génériques relevées sur les cartes topographiques à différentes échelles

GENÉRIQUES	AUTRES ÉCRITURES
ADRAR	ADRER ADHRER
AGMOUN	AGUEMOUN
ARGOUB	ARQOUB
ACIF	ASSIF
ARCH	AARCH
ATH	AI T
BAB	BEB
BEN	IBN
CHAABA	CHAABET - CHABET
SED	CED
DHALAA	DALAAT DELAAT
DHAHR	DAHR DHAHAR DEHAR DAHER
DHARSAT	DHARSET DARSET
DAR DIAR	DHAR DIAR
DRAA	DHRAA
DHAYA	DHAIA DAIA DAIET DHAYA DHAYET DAYET
JNAB	DJENNB DJENEB
DACHRA	DECHRET DECHRAT D'CHRET
JEBANA	DJEBANA DJEBANET DJEBBANA
JMAA	DJAMAA DJEMAA DJEMA
ANFIDAT	ENNFIDET ENFIDET

FAIDH	FAID FEID
FEJ FAIJET	FEIDJET FAIDJET
GARN	GREN GUERN
GALTA	GUELTA GUELT
GOURBI	GUERBI/GUOURBI
GHABAT	GHABET
GARAT	GARET
GHOULD	GHROULD GHROUDS
GATTAR	GUETTAR - GUETTATIR
HANK	HANNK
HAMADA	HMAD HAMEIDA HAMADET HAMEIDAT
HAOUDH	HAOUD
HASSI	HACI
HOFRA	HOFRAT
HAJRA	HADJRA HADJRET
HANCHIR	HENNCHIR HENCHIR
KOUBA	KOUBBET - KOUBET KOUBBA
KHANGAT	KHANGUET KHANGUET
KHNAG	KHENEG
MAADAR	MAADHER MAADER
MAKTAA	MACTA
MERJ	MERDJ
MRIJ	MRIDJ
MARJAT	MERDJET
MAZRAA	MEZRAA
MAZRAAT	MEZRAET

NFADH	N'FADH
NFIDH	N'FIDH
MRABAT	M'RABET
NABKA	NEBKA
NABGAT	NEBGUET
OULAD	OULED
GHOULD	RHOURDE GHOURDE
GHAR	RHAR RAR
RJEM	REDJEM RDJEM
ROKBA	ROKBET - ROOKBA ROOKBET
ROUIS	ROUISS
RMAL	RMEL
SHARIJ	SAHRIDJ
ASHARIJ	SAHARIDJ
ESHAN	SHAN
SRA	SRAA
SAD	SED SEDD
TAJNOUT	TAGENOUT TADIENOUT
TAGHIT	TARHIT TARIT
TADARTH	TADDERT TADDART TADERT
TACIFT	TACAFT TASSEFT
TRIK	TRIO
THNIAT	TENIET THENIET T'NIET
ESHANE	SAHANE
SAHAB	SAHIB SEHEB
ZAQUIAT	ZAQUIET
ZAGHMA	ZARMA
ZAHRAZ	ZAHREZ ZA'REZ
ZBARA	ZEBARA
ZBARAT	ZEBARET

Tableau N°2

(1) : Générique : Terme désignant le type d'entité géographique dont il s'agit et conserve dans l'usage courant le sens qu'il a dans ce nom géographique ; il est l'élément du toponyme qui identifie de manière générale la nature de l'entité géographique dénommée à l'exemple de : Oued, Djebel, Chaaba, etc.

Comme on le constate ces textes, s'ils énoncent les principes à suivre lors des changements de dénomination ou d'une nouvelle attribution de noms, n'en demeurent pas moins très vagues concernant la normalisation, notamment l'écriture sous une forme définitive d'un même toponyme, ainsi que le choix du système de translittération à appliquer.

LES ORGANES TOPONYMIQUES

L'Algérie n'a pas eu par le passé de structures administratives chargées de la gestion de la toponymie, malgré les tentatives enregistrées çà et là. Consciente des recommandations du Groupe des Experts des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, elle a mis en place récemment, en 1998, une Commission Permanente Spécialisée de Toponymie sous l'égide du Conseil National de l'Information Géographique. Comprenant 12 membres experts, entre linguistes, géographes, cartographes, historiens, administrateur, etc. elle est chargée :

- de procéder à l'évaluation de l'activité nationale en matière de toponymie;
- d'émettre des avis et recommandations sur les principes généraux, les règles et procédures devant présider à la normalisation des noms géographiques, leur orthographe et leur utilisation;
- de procéder aux études visant l'analyse des toponymes existants et recommander les mesures correctives nécessaires notamment par l'adoption de toponymes nouveaux ;
- de susciter les travaux d'études et de recherche dans le domaine de la toponymie, se rapportant notamment à l'établissement de bases de données;
- d'établir des relations et procéder à des échanges avec les organismes nationaux et internationaux concernés par la toponymie.

La Commission a tracé un programme de travail assez ambitieux; en plus de ses réunions périodiques, elle a à cet effet, organisé 03 ateliers régionaux (Oran, Alger, Constantine) avec les responsables chargés au niveau local, de la gestion de la toponymie ; ces rencontres qui constituent une première au niveau national, ont été axées sur les problèmes de la toponymie sous ses différents aspects et à la normalisation en particulier.

Elle a été également, co-organisatrice de deux (02) autres rencontres, l'une tenue au CRASC, sous le thème « la Toponymie dans tous ses Etats » et l'autre avec le CNRPH, sous le thème « Toponymie : Mémoire et Savoir ».

En outre, elle a consacré un numéro spécial (n°05) du Bulletin des Sciences Géographiques de l'INCT à la toponymie, où d'éminents toponymistes algériens et étrangers y ont contribué entre autres M. Henri DORION de Université de Laval, et M. Herman Bell de l'université de Cambridge.

Dans son diagnostic la Commission a fait ressortir à travers ses rapports d'activités, les différentes carences constatées au niveau de la gestion du patrimoine toponymique algérien, par l'inexistence de recueil ou inventaire toponymique à l'échelle nationale ; ainsi, considère-t-elle que la maîtrise d'une gestion rationnelle et normalisée de la toponymie nationale passe, dans un premier temps par le recensement de toute la toponymie algérienne contenue dans la cartographie nationale, par la mise en place d'une base de données⁽²⁾ et dans un deuxième temps par la mise en place d'un dispositif réglementaire nouveau et adapté avec les recommandations du groupe d'experts des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, d'attribution et d'écriture des noms, enfin par la constitution d'un fond documentaire riche, qui sera mis à la disposition des chercheurs.

Ces opérations constituent un préalable pour une démarche s'inscrivant dans une perspective de normalisation.

Références Bibliographiques :

- Guide Toponymique de la France, IGN, Paris, 1982.
- Guide Toponymique du Québec, Gouvernement du Québec, Commission de toponymie, Montréal, 1979
- Atoui (B) , Toponymie et espace en Algérie, imp, EPA, El Achour , 1998.
- Bulletin des Sciences Géographiques, Spécial Toponymie N°5, Avril 1999.
- Différentes publication de l'ONU relative aux Conférences sur la normalisation des noms Géographiques.

(2) : Dans le cadre du programme de recherche national, une base de données toponymiques est entrain d'être mise en place à l'INCT . Tous les toponymes figurant au 1/200.000 et au 1/1 000 000 ont été déjà saisis, soit plus de 40 000 toponymes.

Cette base comprenant plusieurs paramètres, servira non seulement aux chercheurs des différentes disciplines mais également, à la cartographie, au cadastre, aux SIG, etc.

ANNEXE

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

- Loi N° 84-07 du 04-02-1984 relative à l'organisation du territoire du pays.
- Loi N° 90-08 du 07 avril 1990 relative à la Commune.
- Loi N° 90-09 du 07 avril 1990 relative à la wilaya.
- Loi N° 91-16 du 14-01-1991 relative au Moudjahid et au Chahid.
- Ordonnance N° 96-30 du 21-12-1996 modifiant et complétant la Loi N° 91 -05 du 16-01 -199 portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe
- Décret N° 63-105 du 5 avril 1963, relatif aux hommages publics.
- Décret N° 77-40 du 19 février 1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics.
- Décret N°81-86 du 07.03.1981 portant établissement d'un lexique national de prénoms.
- Décret N°81-27 du 07,03,1981 portant établissement d'un lexique national des noms de villes, villages et autres Lieux.
- Décret N°81-28 du 07,03,1981 relatif à la transcription en langue nationale des noms patronymiques.
- Décret N°84-365 du 01-12-1984 fixant la composition, la consistance et les limites territoriales des communes.
- Décret N° 93-96 du 5 avril 1993 portant application de l'article 49 de la Loi N°91 -16 dit 14 septembre 1991 relative au Moudjahid et au Chahid.
- Décret Présidentiel N°95-217 du 17-08-1995 complétant les dispositions du Décret N°77-40 du 19-02-1977 relatif à la dénomination de certains lieux et édifices publics.
- Décret Présidentiel N°97-104 du 05.04,1997 relatif à la dénomination et à la débaptisation des lieux et édifices publics.
- Arrêté, interministériel du 04.02,1997 fixant les caractéristiques techniques de la plaque servant de support matériel à toutes dénominations ou débaptisations, sur lieu de pose ainsi que son entretien.
- Arrêté ministériel du 06-10-1998, portant création de la Commission Permanente Spécialisée de Toponyme du Conseil National de l' Information Géographique (C.N.I.G).